

Délibération n°3 du 4 mars 2026

Conseil d'administration de l'École française d'Athènes

Prise en charge des frais occasionnés par les déplacements des personnels de l'École française d'Athènes

Vu les articles L711-1 et suivants du code de l'éducation,

Vu le décret n°2011-164 du 10 février 2011 modifié relatif aux Écoles françaises à l'étranger,

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

Vu le décret n° 2024-746 du 6 juillet 2024 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé,

Vu l'arrêté du 26 février 2019 pris en application de l'article 11-1 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'État,

Vu l'arrêté du 11 octobre 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

Vu l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

Considérant que l'article 7-1 du décret du 3 juillet 2006 susvisé prévoit que lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, une délibération du conseil d'administration peut fixer, pour une durée limitée, des règles dérogatoires aux arrêtés prévus à l'article 7 du même décret,

Considérant les évolutions tarifaires importantes constatées sur le marché hôtelier en métropole,

Entendu l'exposé de la Directrice de l'Ecole française d'Athènes,

Après en avoir délibéré ;

Approuve les montants de remboursement des frais de nuitée et des frais de transports suivants.

Article I – Frais d'hébergement

A – Prise en charge des frais d'hébergement (hôtel ou location) en métropole des personnels de l'établissement ou des personnes extérieures à l'établissement, en mission pour le compte de l'Ecole française d'Athènes

- Hébergement à Paris : prise en charge à concurrence des frais réels, sur présentation de justificatifs, dans la limite de 160 € (hôtel + taxe de séjour + petit-déjeuner).
- Hébergement dans les grandes villes (>200.000 habitants) et communes de la métropole du Grand Paris : prise en charge à concurrence des frais réels, sur présentation de justificatifs, dans la limite de 150 € (hôtel + taxe de séjour + petit-déjeuner).
- Hébergement en province, hors grandes villes : prise en charge à concurrence des frais réels, sur présentation de justificatifs, dans la limite de 130 € (hôtel + taxe de séjour + petit-déjeuner).

B - Prise en charge des frais d'hébergement en métropole des personnalités de haut niveau ou des personnels de l'établissement dans le cadre de leur participation aux instances de gouvernance de l'établissement, notamment : directeur de l'École française d'Athènes, membres du Conseil d'administration, membres du Conseil scientifique, membres de la Commission de recrutement des membres scientifiques, représentants du Ministère grec de la Culture (secrétaire général, directeurs généraux, directeurs, éphores), directeurs et experts scientifiques d'institutions partenaires dans le cadre de programmes de collaboration avec l'établissement. :

- Hébergement à Paris : prise en charge à concurrence des frais réels dans la limite de 200 € (hôtel + taxe de séjour + petit-déjeuner).
- Hébergement dans les grandes villes (>200.000 habitants) et communes de la métropole du Grand Paris : prise en charge à concurrence des frais réels, sur présentation de justificatifs, dans la limite de 160 € (hôtel + taxe de séjour + petit-déjeuner).
- Hébergement en province, hors grandes villes : prise en charge à concurrence des frais réels dans la limite de 150 € (hôtel + taxe de séjour + petit-déjeuner).

C – Cas exceptionnels

Possibilité de prise en charge sur décision motivée préalable du directeur de l'École française d'Athènes des frais d'hébergement en métropole à concurrence des frais réels dans la limite de 200 € (hôtel + taxe de séjour + petit-déjeuner) pour toutes les personnes pour tenir compte de circonstances particulières (surcharge saisonnière, parc hôtelier saturé en raison d'organisation d'événements de grande ampleur : salons, manifestations sportives...), notamment lorsqu'il n'est pas possible de trouver un hébergement aux tarifs mentionnés à l'article I.A pour des raisons indépendantes de l'Ecole française d'Athènes.

Article II - Frais de transports

Conformément aux dispositions du décret n°2006-781, l'École française d'Athènes prend en charge le moyen de transport au tarif le moins onéreux et, lorsque l'intérêt du service l'exige, le plus adapté à la nature du déplacement.

Toutefois, le voyage par voie ferrée en 1^{ère} classe est possible :



ÉCOLE FRANÇAISE D'ATHÈNES
ΓΑΛΛΙΚΗ ΣΧΟΛΗ ΑΘΗΝΩΝ

- Sans condition pour les personnalités de haut niveau : président du Conseil d'administration, président du Conseil scientifique, directeur de l'École française d'Athènes, représentants du Ministère grec de la Culture (secrétaire général, directeurs généraux, directeurs, éphores) ;
- Ou, pour les autres personnes, sur décision expresse du directeur de l'École française d'Athènes.

Article III- Entrée en vigueur

La présente délibération entre en vigueur le 4 mars 2026 jusqu'au 31 mars 2029. Elle annule et remplace la délibération n°2023-04 en date du 14 mars 2023.

Nombre de membres en exercice	15
Nombre de votants	15
<i>Présents</i>	15
<i>Représentés</i>	0
Nombre de REFUS DE VOTE	0
Nombre de voix POUR	15
Nombre de voix CONTRE	0
Nombre d'ABSTENTIONS	0

Fait à Athènes le 4 mars 2026

Le Président du Conseil d'administration

Éric FOUACHE